AUCUNE PAIX AVEC L'OTAN ou LE DROIT A LA REVOLUTION

Libertad! on the upcoming 60th anniversary of NATO

Aucune politique impérialiste n'est possible sans une mise en scène de la puissance. Au printemps 2009, l'OTAN jouera les metteurs en scène. L'organisation organise un sommet à Kehl et Strasbourg pour fêter son 60ème anniversaire.

En plus d'un anniversaire qui sera l'occasion pour l'OTAN de proclamer sa propre interprétation de la liberté et de la démocratie, le sommet accouchera de quelque chose de plus énorme. « Vers une grande stratégie pour un monde incertain », c'est le titre du document stratégique appelé à devenir la nouvelle doctrine de l'OTAN. De la fameuse expression selon laquelle le monde entier serait l'affaire de l'OTAN, les militaires veulent définitivement faire une base d'engagement, notamment pour des interventions militaires mondiales et l'emploi de frappes nucléaires préventives contre des „Etats voyous".

Les 60 ans de l'OTAN, c'est l'occasion idéale de voler la vedette aux stratèges de la guerre grâce à une forte mobilisation internationale. Quand les « maîtres de la guerre » se célèbrent avec tant de pompe, ils se rendent vulnérables. Et offrent l'opportunité de s'opposer radicalement et offensivement à ces responsables de la guerre et des atteintes au droit. Les journées de 2007 à Heiligendamm ont montré comment la mise en commun de toutes les forces pouvait grâce à une bonne mobilisation ranimer la cause de l'émancipation et de l'opposition collective.

Fronts mondiaux

La guerre n'est pas un modèle obsolète. Pire, l'ordre mondial actuel ne connaît plus de paix sans guerre. C'est là le point essentiel. Ainsi se vérifie la parole orwellienne : « la guerre c'est la paix ». Si les « modèles classiques » pensaient expliquer les guerres et même les finir en concluant la paix, aucune fin nes emble être en vue pour les guerres impérialistes. Car elles ne sont pas que tirs et bombardements. Elles sont aussi ces « politiques de sécurité » et « gestions de crise » que décident des institutions comme le FMI, la Banque mondiale, le G8 et justement l'OTAN. On appelle cela aujourd'hui « gouvernance mondiale », mais il faut entendre avant tout : protection du marché mondial, accès illimité aux matières premières, défense des privilèges de l'Occident et de son mode de vie grâce à la sélection. En même temps que la mise à l'écart de masses nombreuses dans « l'autre » monde, celui des villages de la faim, des favelas, des cités de béton ou des foyers.

Ainsi va la pensée impérialiste : « la main invisible du marché ne fonctionnera pas sans un poing visible. McDonalds ne peut pas se développer sans McDonnel Douglas, le constructeur de F15. Et le poing visible qui garantit la sécurité mondiale de la technologie de la Silicon Valley, a pour nom l'armée américaine : l'armée de l'air, la flotte de guerre et le corps des Marines. »
C'est ce qu'écrivait il y a dix ans Thomas Friedman, conseiller spécial de l'ancienne Secrétaire d'état américaine Madeleine Albright. Il commentait alors le bombardement de la Yougoslavie par l'OTAN. Mais ce qui est valable pour McDonalds et McDonnel Douglas, l'est aussi pour Volkswagen et EADS. Ces nouvelles guerres sont devenues une réalité politique quotidienne pour L'Allemagne aussi. Elle en est désormais partie prenante.

Un autre aspect doit être abordé ici. On le désigne sous le nom « Rent a war ». La guerre se loue, car dans les nouveaux conflits, les mercenaires modernes sont de plus en plus souvent à l'oeuvre à côté des armées régulières. Dérégulation et privatisation ont donc également modifié la donne pour les politiques internationales de sécurité. A la fabrication des armes, la sécurité est venue s'ajouter comme affaire lucrative pour de nombreuses entreprises de défense et de sécurité. La palette d'offres des prestataires de services militaires est variée : logistique, gardiennage, opérations cachées, torture, construction de camps, planification stratégique et opérationnelle, jusqu'à l'engagement de véritables combats et guerres. Avec en poche le permis de tuer. Et déjà le secteur réalise un chiffre d'affaires annuel de plus que 100 milliards de dollars.
C'est que supporter l'effort de guerre et de nombreux morts dans son propre camp ne peut durer sans risque d'essoufflement. La guerre du Vietnam l'a prouvé historiquement. Les guerres d'Irak et d'Afghanistan connaissent une situation semblable. C'est ce qui explique la présence croissante sur les fronts des conflits mondiaux d'acteurs privés en remplacement des Etats.

Etatisme à l'intérieur, puissance mondiale à l'extérieur

L'Europe n'est nullement une alternative à la politique guerrière des Etats-Unis.
Ce qui avait commencé dans les années 80 avec des projets stratégiques -le Marché unique, la collaboration technologique, la coopération en matière d'armement- pourrait trouver en 2010 sa conclusion provisoire : l'Europe doit devenir d'ici là l'espace économique le plus dynamique et le plus compétitif du monde. C'est le souhait exprimé par les chefs d'Etat et de gouvernements européens réunis lors du sommet de Lisbonne en mars 2000. Traduit en mesures concrètes dans les pays européens, cela donne : privatisation, dérégulation, réforme des systèmes fiscaux et des systèmes sociaux ainsi que des marchés du travail.
On connaît la chanson, c'est l'Agenda 2010.
C'est le passage **de l'Etat-providence à l'Etat de guerre**, de l'état social à l'état pénal et à l'état policier.
C'est la doctrine de la « tolérance zéro » pour les chômeurs, les jeunes délinquants, les immigrés et les sans-papiers.

Cela signifie pour l'Europe d'imposer en dehors de ses frontières ses intérêts politiques et économiques. Condition incontournable : une politique militaire indépendante. Or la guerre contre la Yougoslavie n'a pas aidé à s'approcher de cet objectif. Autrefois l'Europe n'était pas encore en mesure de mener seule une guerre. Aujourd'hui, elle est certes un partenaire des Etats-Unis, mais un partenaire qui affirme son autonomie grâce à l'axe Paris-Berlin. Ce n'est donc pas un hasard si les célébrations du

60ème anniversaire ont lieu en Allemagne et en France. Cette dernière, bardée de tout son arsenal nucléaire y achèvera alors sa réintégration au sein de l'OTAN. La vieille Europe, c'est déjà de l'Histoire. Même si l'antiamericanisme des sociaux-democrates pousse ces derniers à y croire encore.

Mais la guerre n'a pas lieu seulement à l'extérieur, de l'autre côté des frontières. Dans une architecture de sécurité mondialisée, extérieur et intérieur, centre et périphérie se sont confondus. Deux explications à ce phénomène. D'une part, le processus de transformation capitaliste ne se passe pas sans problèmes ni sans heurts dans les centres ; ce qui fait entraîne un accroissement massif du contrôle social au niveau des Etats. La vidéosurveillance généralisée, le bracelet électronique, la multiplication des écoutes, le recours aux empreintes génétiques ou le stockage des fichiers, ce sont toutes des mesures qui visent préventivement les oppositions, les résistances sociales, les grèves et les révoltes.

S'y ajoute le fait que « la guerre contre le terrorisme » est menée jusque dans les Etats occidentaux eux-mêmes alors que se met en place la mise au pas et la structuration autoritaire de la société. « Est souverain celui qui décrète l'état d'exception », ainsi s'exprimait Carl Schmitt, un des théoriciens de l'Etat nazi. Sur la route vers l'Etat totalitaire, des gardes-fous essentiels sont en train de tomber. Comme à Heiligendamm par exemple avec cette confusion entre les compétences des policiers et celles des militaires, lorsque les avions Tornados de la Bundeswehr survolent le camp à Reddedich ou lorsque les soldats allemands sont en faction autour des champs d'OGM. Confusion également entre les missions de la police, des militaires et des services secrets comme l'illustre le fichier soi-disant anti-terroriste, une banque de données commune à 38 services d'état allemands. Ou encore le débat autour d'un Conseil de sécurité national dont les pouvoirs échapperont au contrôle parlementaire.

De nouveaux critères sont introduits. Ils doivent façonner tous les comportements sociaux et politiques. Ceci sera particulièrement important concernant la question de la torture. Car ce n'est pas seulement la dimension mondialisée des déportations, des tortures et des camps qui est nouvelle. Mais aussi le fait que la torture est aujourd'hui discutée avec une telle bienveillance par toutes sortes de gens, bien sûr en invoquant toujours des états d'exception et de bonnes raisons. Des choses qui auraient affronté il y a quelques années encore une résistance et un plus large refus sont aujourd'hui acceptées sans grande opposition. Ce ne sont pas seulement les tortionnaires qui posent problème. Ce sont aussi leurs avocats bien accueillis dans les universités et dans les talks-shows.

Les nouveaux ennemis :

La sécurité est un mot-clé central dans la guerre contre la terreur. Mais les Etats occidentaux réclament pour eux-mêmes une sécurité qui n'existe nulle part dans le monde entier, mais qui est systématiquement refusée aux citoyens du Sud. Une histoire aussi vieille que le colonialisme.
Les bienfaits civilisateurs du capitalisme, les classes privilégiées des métropoles les ont toujours eus. En revanche, ses influences destructrices et démoralisantes, c'est le reste du monde qui y est surtout confronté.
La mondialisation capitaliste et les nouvelles guerres impérialistes sont les deux revers d'une même médaille. A défaut de pouvoir résoudre le problème de la crise de l'accumulation du capital, c'est une tentative d'en sortir militairement. Du Kosovo à Bagdad en passant par la Palestine et jusqu'à Kaboul, des favelas des mégalopoles du sud jusqu'aux banlieues et ghettos des métropoles, nous assistons sous la domination de l'occident à une extension du militaire à tous les domaines sociaux. La militarisation de la politique de migration européenne en est un exemple clair ; elle est étroitement liée à la politique sécuritaire et guerrière en cours. La collaboration opérationnelle dans le cadre de Frontex est à cet égard aussi essentielle que l'internement de réfugiés dans des camps situés en dehors de la forteresse Europe.

La sécurité(sûreté) est un mot-clé(un slogan) central à la „guerre contre la terreur". Mais les Etats occidentaux réclament pour eux-mêmes une sécurité(sûreté) qui n'est pas du tout existée universellement et est refusée en règle avant tout aux personnes(gens) au sud. Une histoire aussi vieux que le colonialisme. Il y avait les bénédictions civilisatrices du capitalisme depuis toujours seulement pour les classes privilégiées dans les métropoles. Le reste du monde est confronté avant tout à ses influences destructives et démoralisantes.

La globalisation capitaliste et les nouvelles guerres imperialen sont deux pages(côtés) d'une médaille. C'est la tentative de venir à bout militairement de la crise s'évadant de l'accumulation de capital sans pouvoir les résoudre jamais. Du Kosovo sur la Palestine jusqu'à Bagdad et à Kaboul, des Favelas du Megacities du sud jusqu'au Banlieues et aux ghettos des métropoles, nous voyons(éprouvons) sous la domination de l'ouest une extension du militaire dans tous les domaines sociaux. Un exemple clair pour cela est la politique de migration européenne militarisée qui est tressée sur le plus étroit avec la politique de sécurité nationale régnante et politique de guerre. La collaboration opératoire dans le cadre de FRONTEX est en cela la partie aussi essentielle comme l'internement des réfugiés dans le stockage en dehors de la forteresse l'Europe.

« Sujets à risque », « agents dormants », « combattants illégaux » ou « immigrants illégaux », la panoplie des menaces est variée. Elle dessine un individu dangereux pour les îlots de bien-être des métropoles car il serait hors du droit et de la société ; en cas d'urgence, il est permis de lui tirer dessus. Sont visés les guérillas, les rebelles, les processus de résistance et les mouvements migratoires, mais aussi les seigenurs de guerre régionaux, les djihadistes et des réseaux comme Al Qaida. Certains de ces acteurs sont l'expression des processus de déliquescence sociale et des conflits de redistribution des richesses. D'autres sont l'expression renouvelée et authentique des antagonismes sociaux et des révoltes à la base de futurs mouvements révolutionnaires.

Ce n'est certainement par hasard que le nouveau manuel « Army Field » américain, pressentant sans doute ce qui va advenir dans les prochaines années, porte le titre « combattre les insurrections ».
Dans les luttes des classes mondialisées, s'observe bien une politisation réactionnaire des révoltes. Un phénomène à ne pas sous-estimer. Le meilleur exemple en est le développement de l'islam politique comme facteur indépendant dans les confrontations sociales. Sa force est liée directement autant aux changements dans les rapports de force qu'à la faiblesse des politiques d'émancipation.

Toute fois, il est clair aussi que derrière „nos" perceptions et interprétations du monde islamique, se trouve un problème de domination. Au temps du colonialisme européen, Lumières et racisme la main ont toujours avancé main dans la main. Expan-

sions impérialistes et conquête coloniale se voyaient idéalisées : on civilisait les « sauvages », on les libérait des ténèbres. A la rhétorique missionnaire appartenait aussi le « caractère oriental » qu'on assimilait à irrationalité et mentalité arriérée ainsi que l'image des femmes musulmanes voilées et opprimées. L'islam n'est pas forcément réductible à l'image que s'en fait l'occident. Celle-ci est un cliché qui, dans les pires moments, fonctionne comme lors de l'affaire des caricatures. Aujourd'hui, c'est « tendance » de coller à cette image ; même « être de gauche » alors ne protège pas du contresens historique.

Connecting and radicalising initiatives

C'est à la négligence de certaines parties de la gauche ici que nous devons un bellicisme rampant. On peut en dater l'apparition à la deuxième guerre du Golfe en 1991. Depuis lors, presque toutes les fractions de la gauche allemande se devaient d'amener sur le tapis la question de la guerre, chacune lui trouvant des justifications antifascistes forcément bonnes.
La trahison est double.
La dernière manifestation du bellicisme de gauche se voit dans la défense des conditions de vie et la solidarité avec le pouvoir : Fanta au lieu de Fatwa.

Cependant, mobilisations anti-guerre et internationalisme en Allemagne de l'Ouest ont été un moment décisif, voire constitutif, pour une gauche en mouvement et en radicalisation dans les années 1980. La manifestation militante contre la première cérémonie solennelle de recrutement public organisée dans un stade de football par la Bundeswehr à l'occasion de son 25ème anniversaire est entrée dans l'histoire sous le nom de « vacarmes de Brême », devenant le point de départ de toute une série de manifestations militantes et d'actions contre l'OTAN et la Bundeswehr. Déjà, l'antimilitarisme était une évidence pour toutes les gauches et ce, depuis 1945. Jusqu'aux cercles religieux. Un fil rouge qui liait ensemble les mouvements antinucléaires à la campagne d'anti-OTAN en passant par la solidarité avec le Vietnam. Jusqu'à s'exprimer enfin mondialement le 15 février 2003 dans des manifestations de masse peu de temps avant le début de la troisième guerre du Golfe.

Nous devrions utiliser le sommet à Kehl et Strasbourg pour une forte mobilisation antimilitariste et essayer de briser ce mur découragement pénible qui entoure le « sujet » de la guerre. Pour cela, nous pouvons nous référer directement aux expériences ponctuelles de Heiligendamm. Là, l'essentiel a été ce caractère résolu dans l'action et une expérience collective de contre-pouvoir. Mais aussi la naissance d'un processus de mise en commun de l'action et de la communication. Heiligendamm n'a sûrement pas été une action révolutionnaire, mais pour beaucoup, elle fut une expérience révolutionnaire. Employons les mois prochains à l'organisation d'une pratique diversifiée (quant aux moyens) mais commune (quant aux objectifs), une pratique antimilitariste, socialement révolutionnaire et anti-impérialiste qui empêchera le cérémonial de l'OTAN de se dérouler sans anicroches. Et qui ouvrira de ce fait d'autres discussions et pratiques.
Le jeu en vaut la chandelle !

Mais une campagne internationale contre l'OTAN ne doit pas naître avec l'événement et mourir avec lui. Déjà ici et maintenant, de nombreuses activités permettent de se mettre à l'œuvre.
En Allemagne par exemple, avec le « Bundeswehr wegtreten » (botter dehors la Bundeswehr) ou la mobilisation annuelle contre la conférence de sécurité de l'OTAN à Munich. Et presque partout en Europe, il y a à des degrés divers des mobilisations locales et des initiatives contre des bases militaires, contre des interventions extérieures et contre de nouveaux projets de missiles.

Délégitimation de l'OTAN et de la Bundeswehr,
Positionnement intransigeant contre la guerre et la torture
Désolidarisation des efforts de guerre européens et américains,
Aucune complicité avec le pouvoir,
Voici les points clés pour une mobilisation radicale ce jour-là !

Un mouvement ne gagne en chemin contre le « poing visible » de la mondialisation que si nous le mettons en lien avec la diversité des mouvements contre la mondialisation capitaliste. Parce qu'on ne peut séparer l'un de l'autre. Parce que la question de la guerre et de la paix est existentielle. Et parce qu'il s'agit fondamentalement de pouvoir disposer de sa propre vie comme de sa vie sociale.
« Le droit à la révolution, écrivait autrefois Friedrich Engels, est donc l'unique vrai 'droit historique', l'unique droit sur lequel sont fondés tous les Etats modernes sans exception. »

Notre conte d'été peut continuer !
En route pour Strasbourg et Kehl !

Initiative Libertad !
Juillet 2008

Info on the activities against the NATO summit:
www.info.libertad.de/no-nato-09
www.interventionistische-linke.de
natogipfel2009.blogsport.de
www.natofeier.angreifen.org
www.gipfelsoli.org

Contact/Legal Notice:
Hans-Peter Kartenberg, Initiative Libertad!,
Falkstr. 74, D-60487 Frankfurt, Germany